

La cinquante-deuxième lettre d'information (2019): Nous sommes ceux qui réveilleront l'aube.



Vyshakh T (People's Dispatch), Aishe Ghosh, militante étudiante, à Delhi, décembre 2019.

Chers amis, chères amies,

Salutations du bureau du [Tricontinental: Institut de recherche sociale](#).

Des millions de personnes sont dans les rues à travers le monde, de l'Inde au Chili. La démocratie est à la fois ce qui leur avait été promis et ce qui les a trahis. Ils sont attirés par l'esprit démocratique mais se sont rendus compte que les institutions démocratiques – saturées par l'argent et le pouvoir – sont inadéquates. Ils sont dans la rue pour plus de démocratie, une démocratie plus profonde, un autre type de démocratie.

Il est clair que dans chaque région de l'Inde, des gens ordinaires non affiliés à des partis politiques aux côtés de la gauche indienne sont descendus dans la rue pour exiger le retrait d'une [loi](#) fasciste qui transformerait les musulmans en non-citoyens. Cette immense [vague se soulève](#) même lorsque le gouvernement tente de déclarer les manifestations illégales, et même lorsque le gouvernement prend des mesures pour fermer l'Internet. Vingt personnes ont été

tuées par les forces de police jusqu'à présent. Rien de tout cela n'a arrêté les gens, qui ont déclaré haut et fort qu'ils n'accepteraient pas l'étouffement de l'extrême droite. Cela continue d'être un soulèvement imprévu et écrasant de la population.

India's freedom struggle 2.0, this time it's against fascists

People's Dispatch, *La lutte de l'Inde pour la liberté, version 2.0: cette fois, c'est contre les fascistes*, 21 décembre 2019.

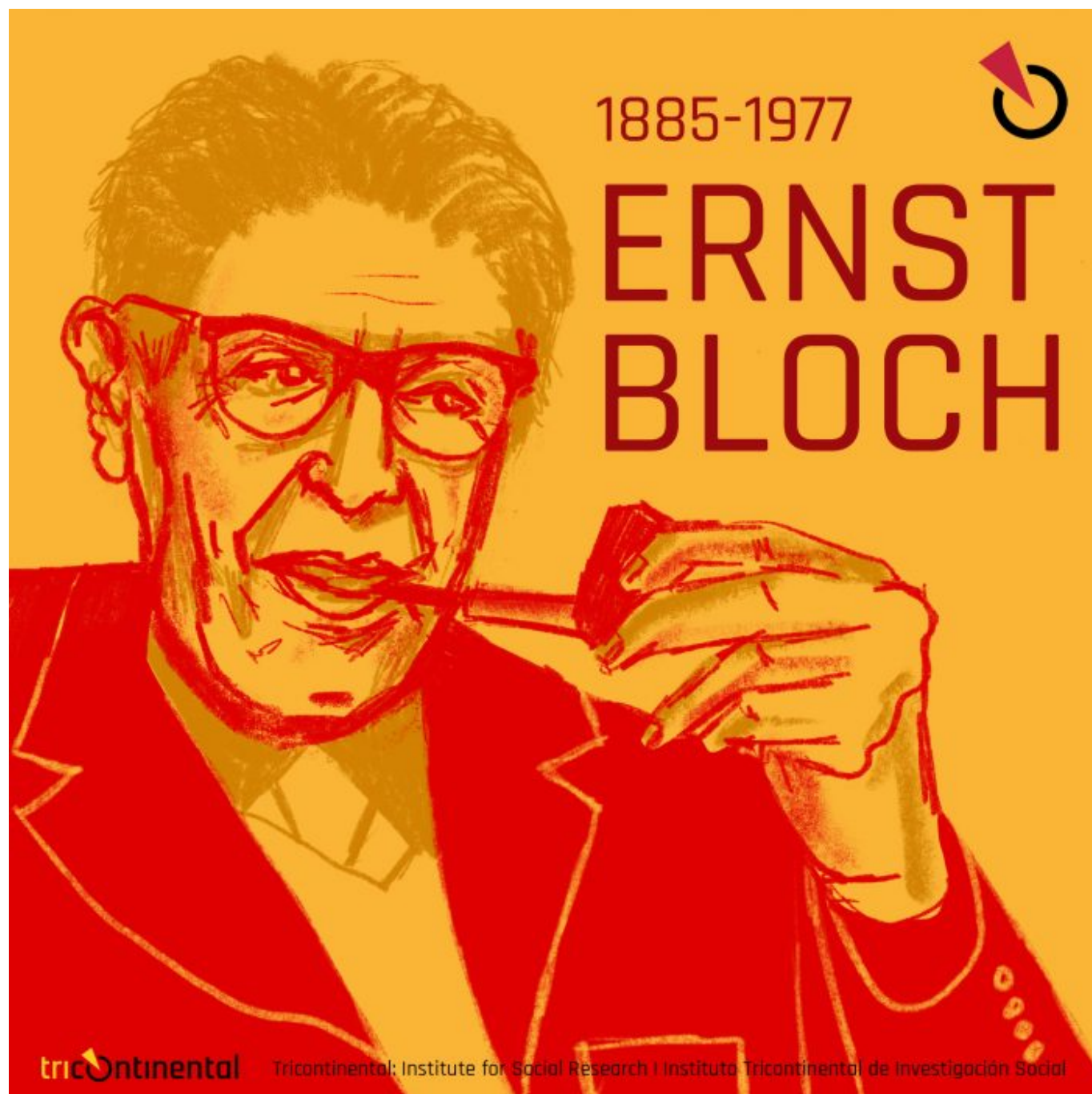
La démocratie a été entravée par le pouvoir capitaliste. Si la souveraineté n'était qu'une question de chiffres, les ouvriers et les paysans, les pauvres des villes et les jeunes seraient représentés par des gens qui font passer leurs intérêts en premier et qui pourraient commander davantage du fruit de leur travail. La démocratie promet que les gens seront capables de contrôler leur destin. Le capitalisme, d'autre part, est structuré de manière à permettre aux capitalistes – les propriétaires – d'avoir le pouvoir sur l'économie et la société. Du point de vue du capitalisme, on ne peut pas permettre à la démocratie d'avoir toutes ses implications. Si la démocratie obtient ce qu'elle veut, alors les moyens de produire des richesses seront démocratisés ; ce serait un outrage à la propriété, c'est pourquoi la démocratie est réduite.

Les systèmes de démocratie libérale se développent autour de l'État, mais on ne peut pas permettre que ces systèmes deviennent *trop démocratiques*. Ils doivent être freinés par l'appareil répressif de l'État, qui prétend limiter la démocratie au nom de « l'ordre public » ou de la sécurité. La sécurité ou « l'ordre public » deviennent les obstacles à la pleine démocratie. Plutôt que de dire que la défense des biens est le but de l'État, on dit que le but de l'État est de maintenir l'ordre, ce qui revient à associer les pratiques démocratiques les plus larges au hooliganisme et à la criminalité. Exiger la fin de l'appropriation privée de la richesse sociale – qui est elle-même du vol – s'appelle du vol ; ce sont les socialistes, et non les capitalistes, qui sont définis comme des criminels non pas contre la Propriété mais contre la Démocratie.

Shonali Bose, *New Delhi: décembre 19, 2019*.

Par ce tour de passe-passe, par le financement de médias privés et d'autres institutions, la bourgeoisie est en mesure de montrer de manière convaincante qu'elle est le défenseur de la démocratie ; et elle en vient donc à définir la démocratie comme étant simplement des élections et une presse libre – qui peuvent toutes deux être achetées comme une marchandise – et non la démocratisation de la société et de l'économie. Les relations sociales et économiques sont laissées en dehors de la dynamique de la démocratie. Les syndicats – l'instrument de la démocratisation des relations économiques – sont ouvertement dénigrés et leurs droits

systematiquement attaqués ; les mouvements sociaux et politiques sont défigurés, et des ONG apparaissent, les ONG réduisant souvent leur programme à de petites réformes plutôt que de contester les relations de propriété.



Le mur entre les élections et l'économie, entre la réduction de la politique aux élections et l'empêchement de la démocratisation de l'économie, fait naître un sentiment de futilité. La crise du cadre de représentation de la démocratie libérale en est une illustration. La baisse de la participation électorale est un des symptômes, mais il y a aussi l'utilisation cynique de l'argent et des médias pour détourner l'attention de toute discussion substantielle sur les problèmes réels

vers des problèmes imaginaires, de la recherche de problèmes communs aux dilemmes sociaux à l'invention de faux problèmes de société. L'utilisation de questions sociales qui divisent permet de détourner l'attention des questions de la faim et du désespoir. C'est ce que le philosophe marxiste Ernst Bloch a appelé « l'arnaque de l'épanouissement ». Le bénéfice de la production sociale, écrit Bloch, « est récolté par la grande couche capitaliste supérieure, qui utilise les rêves gothiques contre les réalités prolétariennes ». L'industrie du divertissement érode la culture prolétarienne avec l'acide des aspirations qui ne peuvent être satisfaites sous le système capitaliste. Mais ces aspirations sont suffisantes pour écarter tout projet de la classe ouvrière.

Il est dans l'intérêt de la bourgeoisie de détruire tout projet ouvrier et paysan. Cela peut se faire par l'usage de la violence, de la loi et par l'escroquerie de la réalisation, c'est-à-dire la création d'aspirations au sein du capitalisme qui détruisent la plate-forme politique pour une société post-capitaliste. On se moque des partis de la classe ouvrière et de la paysannerie pour leur incapacité à produire une utopie dans les limites du capitalisme ; on se moque de leurs projets que l'on dit irréalistes. L'escroquerie de l'accomplissement, les rêves gothiques, sont considérés comme réalistes, tandis que la nécessité du socialisme est présentée comme irréaliste.



Max Beckmann, Hölle der Vögel, 1937-38.

L'ordre bourgeois a cependant un problème. La démocratie a besoin d'un soutien de masse. Pourquoi les masses soutiendraient des partis qui ont un programme qui ne répond pas aux besoins immédiats de la classe ouvrière et de la paysannerie ? C'est là que la culture et l'idéologie jouent un rôle important. L'escroquerie de l'épanouissement » est une autre façon de penser l'hégémonie - l'arc de la façon dont la conscience sociale de la classe ouvrière et de la paysannerie est façonnée non seulement par leurs propres expériences, qui leur permettent de reconnaître l'escroquerie, mais aussi par l'idéologie de la classe dominante qui s'insinue dans leur conscience par le biais des médias, des institutions éducatives et des formations religieuses.

L'escroquerie est amplifiée lorsque les structures de base du bien-être social - poussées par le peuple sur l'agenda des gouvernements - sont coupées en morceaux. Pour atténuer la dureté de l'inégalité sociale qui résulte de l'appropriation privée des richesses sociales par la bourgeoisie, l'État est contraint par le peuple à créer des programmes de protection sociale - santé publique et écoles publiques, ainsi que des programmes ciblés pour les indigents et les travailleurs pauvres. Si ces programmes ne sont pas disponibles, des gens vont mourir - en plus grand nombre que d'habitude - dans les rues, ce qui remettrait en question l'escroquerie de cet épanouissement. Mais, en raison de la crise de rentabilité à long terme, ces programmes ont été supprimés au cours des dernières décennies. Le résultat de cette crise de la démocratie libérale due à la politique d'austérité néolibérale est une forte insécurité économique et une colère croissante contre le système. Une crise de rentabilité devient une crise de légitimité politique.



Reginald Marsh, Bread Line - No One Has Starved, 1932.

La démocratie est un jeu de nombres. Les oligarchies sont contraintes par l'établissement de systèmes démocratiques de respecter le fait que les masses doivent participer à la vie politique. Les masses doivent être politiques, mais - du point de vue de la bourgeoisie - elles ne doivent pas être autorisées à contrôler la dynamique politique ; elles doivent être "politiques" mais *dépolitisées* en même temps. Elles doivent être suffisamment agitées, mais pas au point de remettre en cause la membrane qui protège l'économie et la société contre la démocratie. Une fois que cette membrane est brisée, la fragilité de la légitimité capitaliste prend fin. La démocratie ne peut pas entrer dans l'arène de l'économie et de la société ; elle doit rester au niveau de la politique, où elle doit être limitée aux processus électoraux.

Les régimes d'austérité nuisent à la vie des masses. On ne peut pas leur faire croire qu'elles ne souffrent pas des coupures et du chômage. L'austérité dissipe le brouillard de l'illusion ; l'escroquerie de l'épanouissement n'est plus aussi convaincante qu'avant les coupes dans les produits de première nécessité. La bourgeoisie préfère que le peuple soit consolidé en » masses « et non en » classes « , en groupes indistincts d'intérêts divers et conflictuels qui peuvent être façonnés selon le cadre produit par la bourgeoisie plutôt que par leurs propres positions et intérêts de classe. Alors que les néolibéraux voient leur projet politique s'épuiser alors que leurs

propres rêves de réalisation autour de termes tels que » l'esprit d'entreprise » deviennent des cauchemars de chômage et de faillite, l'extrême droite émerge comme le champion du moment.

L'extrême droite ne s'intéresse pas aux complexités du moment. Elle s'attaque aux principaux problèmes sociaux - le chômage et l'insécurité - mais elle ne s'intéresse pas au contexte de ces problèmes ni aux contradictions réelles qui doivent être traitées pour que les gens puissent les surmonter. La véritable contradiction se situe entre le travail social et l'accumulation privée ; la crise du chômage ne peut être arrêtée que si cette contradiction est résolue au nom du travail social. Comme cela est indescriptible pour la bourgeoisie, elle ne cherche plus à résoudre la contradiction, mais se contente d'une stratégie d'appât et d'échange - il est acceptable de parler de chômage, par exemple, mais il n'est pas nécessaire de blâmer le capital privé pour cela ; il faut plutôt blâmer les migrants ou d'autres boucs émissaires.

Pour y parvenir, l'extrême droite doit aller à l'encontre d'un autre courant de pensée du libéralisme classique : la protection des minorités. Les Constitutions démocratiques ont toutes été conscientes de la » tyrannie de la majorité « , établissant des barrières au majoritarisme par le biais de lois et de règlements qui protègent les droits et les cultures des minorités. Ces lois et règlements ont été essentiels à l'élargissement de la démocratie dans la société. Mais la *démocratie* de l'extrême droite est fondée non pas sur ces protections, mais sur leur destruction. Elle cherche à dresser la majorité contre la minorité afin d'amener les masses de son côté, au lieu de permettre aux classes qui la composent de développer leur propre projet politique. L'extrême droite n'est pas fidèle aux traditions et aux règles de la démocratie libérale. Elle utilisera les institutions que dans la mesure qu'elles lui seront utiles, empoisonnant ainsi la culture du libéralisme qui avait de sérieuses limites, mais qui a au moins fourni un espace pour la contestation politique. Cet espace se rétrécit maintenant, alors que la réaction très violente de l'extrême droite est quant à elle de plus en plus légitimée.



V. Arun Kumar (People's Dispatch), la "Rapid Action Force", à Delhi, 19 décembre 2019.

Les minorités sont privées de leurs droits au nom de la démocratie ; la violence est déclenchée au nom des sentiments de la majorité. La citoyenneté est réduite aux définitions prescrites par la majorité ; on dit aux gens d'accepter la culture dominante. C'est ce que le gouvernement BJP a fait en Inde avec la loi (d'amendement) sur la citoyenneté de 2019. C'est ce que le peuple rejette.

Par l'escroquerie du majoritarisme, l'extrême droite peut apparaître comme démocratique lorsqu'elle agit pour protéger la membrane entre la politique (au sens purement électoral) et la société, ainsi que l'économie. La protection de cette membrane est essentielle, l'abolition de toute expansion potentielle de la démocratie dans la société et l'économie étant interdite. La fiction de la démocratie est maintenue, alors que la promesse de la démocratie est mise de côté.

C'est cette promesse qui fait sortir le peuple dans les rues en Inde, au Chili, en Équateur, en Haïti et ailleurs. De la part de nous tous à Tricontinental: Institut de recherche sociale, à bientôt dans les rues, et bonne année.

Cordialement, Vijay.

**Traduit par Alexandre Bovey.*